

Document

Les banques favorables à l'union bancaire, sans y croire à court terme

(AFP)

7 juin 2012

L'idée d'une union bancaire, soutenue par plusieurs dirigeants européens, est accueillie favorablement par les banques, qui estiment néanmoins que ce projet ne réglerait rien de la crise actuelle car sa concrétisation ne saurait intervenir avant des années, au mieux.

Aucun des dirigeants de grandes banques présents à Copenhague à l'occasion du congrès de l'Institut de la finance internationale (IIF), le lobby bancaire mondial, ne s'est exprimé contre ce projet, qui verrait l'Europe assurer une supervision supranationale effective de ses établissements financiers.

Elle consisterait également à mettre en commun les dispositifs de garantie des dépôts des épargnants.

"C'est probablement quelque chose qui pourrait être utile, au final, dans le cadre d'un renforcement de l'intégration européenne", selon Frédéric Oudéa, le PDG de Société Générale.

Ce n'est pas tant l'idée que les conditions de sa réalisation qui ont suscité le scepticisme des banquiers présents.

"Nous savons exactement ce qu'est une union bancaire, car nous en avons une dans chaque pays", a déclaré Magnus Ugglå, vice-président de la banque suédoise Handelsbanken, en référence au système mutualisé de garantie des dépôts qui existe déjà dans tous les pays de l'Union.

"Le problème, c'est de savoir si nous voulons la partager avec d'autres pays", a-t-il ajouté.

Le transfert de souveraineté qu'impliquerait une union bancaire serait considérable, rappellent les banques, qui sont aujourd'hui presque uniquement supervisées par une autorité nationale, l'Autorité bancaire européenne (EBA) n'ayant que des prérogatives très modestes.

"L'union budgétaire et l'union bancaire sont des concepts très similaires", estime ainsi le directeur général adjoint de l'Institut de la finance internationale (IIF), Philip Suttle.

Dès lors, les banques se font l'écho de certains banquiers centraux et de dirigeants européens qui n'envisagent pas la naissance d'une telle créature avant des années.

Pour Stefan Ingves, gouverneur de la banque centrale de Suède (Riksbank), il faut se projeter "5 ans, 10 ans, dans le futur".

Dès lors, l'union ne règlera pas la crise qui frappe aujourd'hui l'Europe, préviennent les banques.

"Avant d'avoir un projet grandiose, concentrons-nous sur la crise", a plaidé Jean Lemierre, conseiller du président de BNP Paribas, Baudouin Prot et négociateur en chef lors de la restructuration de la dette grecque.

"Il est difficile de reconstruire en pleine tempête", a abondé Eugene Ludwig, ancien Comptroller of the currency, l'un des régulateurs bancaires aux Etats-Unis.

Pour l'heure, les banques sont favorables à une initiative européenne pour recapitaliser les établissements espagnols.

"Nous avons l'union sur la liquidité, heureusement", grâce à la Banque centrale européenne (BCE), a rappelé M. Lemierre, "mais la BCE ne peut pas faire le travail seule, elle a besoin d'un partenaire".

"Les ressources sont-elles disponibles dans l'Union européenne ? Oui. Alors mettons en place le dispositif qui peut protéger les banques européennes", a-t-il réclamé.

Ce discours a été relayé jeudi par les ministres des Finances suédois et polonais, Anders Borg et Jacek Rostowski, également présents à Copenhague.

"Sans cela (l'utilisation des mécanismes européens), l'incertitude va demeurer sur les marchés", a affirmé M. Borg.

Le gouvernement allemand a réaffirmé mercredi son opposition à ce que les banques de la zone euro en difficulté s'adressent directement au fonds de sauvetage européen FESF, puis à son successeur le MES.